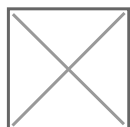


Motions syndicales votées en faveur de la Palestine

Description

Le réseau européen des syndicats pour la Palestine met en ligne les motions syndicales votées en faveur de la Palestine.



Congrès syndical

La Confédération norvégienne des syndicats réaffirme son soutien à BDS et met l'accent sur l'apartheid israélien

La Confédération norvégienne des syndicats (LO), lors de son congrès du 2 juin 2022, a décidé, à une large majorité, que la LO soutiendrait un boycott international d'Israël. Cette déclaration définit la politique de LO à l'égard d'Israël et des Palestiniens pour les trois prochaines années. Le congrès a adopté une liste de 14 mesures concrètes destinées à demander des comptes à Israël pour ses violations du droit international et a réaffirmé son soutien à BDS. [Pour plus d'informations.](#)

Résolution adoptée lors du 10^{ème} Congrès national de LAB

Les syndicats participant à la Conférence internationale du 10^{ème} Congrès du Syndicat LAB ont exigé que les autorités et institutions internationales mettent en place une politique visant à contraindre Israël à mettre enfin un terme à l'occupation des territoires palestiniens. [Pour plus d'informations.](#)

Le Congrès de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) déclare Israël coupable du crime d'apartheid et appelle à un embargo militaire sur Israël.

En solidarité avec la Palestine, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), lors de son congrès tenu en juin 2022, a réitéré son opposition à l'occupation militaire et à l'annexion des territoires palestiniens et a exigé que le gouvernement israélien respecte le droit international et les résolutions de l'ONU. En outre, le congrès a déclaré Israël coupable de la discrimination et de l'apartheid institutionnalisés et systématiques à l'encontre des citoyens palestiniens. [Lire la motion complète ici.](#)

La CSI demande à l'ONU de mettre à jour la liste des entreprises soutenant les colonies illégales

En novembre 2021, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, la CSI a écrit au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, pour lui

demander de soutenir la Résolution visant à mettre immédiatement à jour la base de données de l'ONU sur les entreprises opérant illégalement dans les colonies israéliennes en terre palestinienne. [Pour plus d'informations.](#)

Déclaration du Congrès des syndicats sur la décision de criminaliser six groupes palestiniens de défense des droits de l'homme et de la société civile

En octobre 2021, le Congrès des syndicats a publié une déclaration sur la décision de criminaliser six groupes palestiniens de défense des droits de l'homme et de la société civile. Le Congrès des syndicats a demandé au gouvernement britannique de s'opposer publiquement à cette mesure draconienne, d'exiger qu'Israël revienne sur sa décision et de commencer à remplir ses propres obligations pour faire respecter le droit international et les droits des Palestiniens, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de s'opposer à l'apartheid. [Pour plus d'informations.](#)

Motion adoptée au Congrès de l'UNI-Europa en mai 2021

Motion soumise par l'ACCG-FGTB, soutenue par BTB (BE), SETCa (BE), ACOD Cultuur (BE), CGSLB (BE) et CNE (BE)

Le cadre de la politique de l'UNI Europa sur la Palestine est celui des politiques de l'UNI Global sur la question, en particulier la Résolution 5 sur la Palestine adoptée au Congrès mondial de l'UNI à Liverpool et la Résolution 12 adoptée au Congrès mondial de l'UNI au Cap, qui dénonce l'occupation de la Palestine et appelle à des actions pour mettre fin au soutien économique des colonies illégales. [Pour plus d'informations.](#)

Les syndicats des services publics de toute l'Europe demandent aux gouvernements européens de suspendre le commerce des armes avec Israël.

Les délégués au congrès de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) à Dublin le 5 juin 2019 ont discuté de la situation actuelle en Palestine et du rôle des syndicats dans la construction de la paix. À la suite de la Résolution votée au congrès, la FSESP étudiera avec la CES (Confédération européenne des syndicats) comment faire campagne efficacement pour la mise en œuvre de clauses relatives aux droits de l'homme dans les accords commerciaux et d'association de l'UE. La Résolution demande également aux gouvernements européens de suspendre le commerce des armes avec Israël. [Pour plus d'informations.](#)

Source : [Etun Palestine](#)

date créée
2022/06/24